



## ÉTABLISSEMENT

Ville de Nîmes (30)  
Colisée 2  
1 rue du Colisée, 1er étage  
30947 Nîmes Cedex 9

## AVIS DE MARCHÉ

TRAVAUX

DIRECTIVE 2014/24/UE

**Section I : Pouvoir adjudicateur****I.1) NOM ET ADRESSES**

Ville de Nîmes (30), Numéro national d'identification : 21300189400012, Contact : Direction de la Commande Publique, Colisée 2 1 rue du Colisée, 1er étage, 30947 Nîmes Cedex 9, FRANCE. Tél. : +33 434035700. Courriel : commande-publique@ville-nimes.fr. Code NUTS : FRJ12.

**Adresse(s) internet :**

Adresse principale : <http://www.nimes.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**I.2) PROCÉDURE CONJOINTE****I.3) COMMUNICATION**

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : <https://www.marches-securises.fr>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

Point(s) de contact susmentionné(s).

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

Par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

**I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Autorité régionale ou locale

**I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE**

Services généraux des administrations publiques

**Section II : Objet****II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ**

**II.1.1) Intitulé :** Construction du Palais des Congrès à Nîmes - lot 3: Structure - Enveloppe

**II.1.2) Code CPV principal**

45210000

**II.1.3) Type de marché**

Travaux

**II.1.4) Description succincte**

La présente consultation concerne la construction du futur Palais des Congrès de la Ville de Nîmes. Par ce projet implanté dans un quartier en pleine mutation, la ville de Nîmes souhaite terminer la reconquête de son îlot historique "Arènes-Reboul-République" situé à proximité des arènes et du musée de la romanité. La ville de Nîmes poursuit l'ambition de créer un équipement à haute qualité architecturale, environnementale et à haut niveau de service. L'équipement se répartit sur 4 niveaux et un niveau de sous-sol. Il comprend un auditorium de près de 700 places, des salles de réunions et une salle de restauration pour 500 personnes ainsi qu'un espace d'exposition multifonctionnel. La présente consultation concerne uniquement les travaux de réalisation du lot 03 "Couverture - Enveloppe". La consultation est lancée selon une procédure négociée, le présent appel public à la concurrence est relatif au lancement de la phase de sélection des candidatures du lot 3.

**II.1.5) Valeur totale estimée**

Valeur estimée hors TVA : 17760000 euros.

**II.1.6) Informations sur les lots**

Division en lots : Non renseigné

**II.2) DESCRIPTION****II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**

45210000

**II.2.3) Lieu d'exécution**

Code NUTS : FRJ12

Lieu principal d'exécution : Territoire de la Commune de Nîmes.

#### II.2.4) Description des prestations

Le lot 03 "Structure - Enveloppe" porte sur des travaux de gros-oeuvre, maçonnerie, charpente métallique, escaliers métalliques, vêtements, mur rideau acier, menuiseries extérieures, doublages.

Le délai global d'exécution des travaux (tous lots confondus – hors garanties contractuelles) de l'opération de Construction du Palais des Congrès est estimé à 36 mois, y compris Période de Préparation (et hors Garantie de Parfait Achèvement).

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application d'un prix global et forfaitaire.

#### II.2.5) Critères d'attribution

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

#### II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 17760000 euros

#### II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 36

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Non

#### II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Nombre d'opérateurs envisagé : 4

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : Les niveaux minimaux de capacité et les critères de sélection des candidats sont énoncés dans le règlement de la consultation.

#### II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Oui

#### II.2.11) Informations sur les options

Options : Oui

##### Description de ces options :

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur contrat.

#### II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

Les offres doivent être présentées sous la forme de catalogues électroniques ou inclure un catalogue électronique : Non

#### II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

#### II.2.14) Informations complémentaires

### Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

#### III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

##### III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

###### Liste et description succincte des conditions :

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin de vérifier sa situation administrative sont les suivants :

- DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant, OU en cas de candidature classique :

- Lettre de candidature (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) :

Remplir le formulaire DC1 (accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou utiliser un format libre ;

Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

- Déclaration sur l'honneur (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) :

Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ;

Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

##### III.1.2) Capacité économique et financière

###### Liste et description succincte des critères de sélection :

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité économique sont les suivants :

- DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ;

- OU, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 accessible sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> ou déclaration sur format libre).

Concernant l'indication du chiffre d'affaire : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.

#### **Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :**

Le pouvoir adjudicateur exige les minimaux de capacité suivants:

- Pour le groupement dans son ensemble, un chiffre d'affaires annuel moyen de 35 millions d'euros
- Pour le mandataire du groupement, un chiffre d'affaires annuel moyen de 22 millions d'euros

#### **III.1.3) Capacité technique et professionnelle**

##### **Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :**

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité technique et professionnelle sont les suivants :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des dix dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution. Le règlement de la consultation précise le nombre et les modalités de présentation exigées pour ces références.
- Certificats de qualification professionnelle définis dans la partie niveaux exigés à titre de minima de capacité

##### **Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :**

Le pouvoir adjudicateur exige les minimaux de capacité suivants, exprimés au travers de certificats de qualification suivants:

QUALIBAT 2112 (Maçonnerie et ouvrages en béton armé - technicité confirmée), 2153 (Dallage à usage industriel - technicité supérieure), 2412 (Constructions et structures métalliques - technicité confirmée), 3212 (Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles - technicité confirmée), 3522 (Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium - technicité confirmée), 3712 (Fourniture et pose de façades-rideaux métalliques - technicité confirmée), 3723 (Fabrication et pose de façades-rideaux métalliques - technicité supérieure), 3813 (Parois en bardages complexes - technicité supérieure)

#### **III.1.5) Informations sur les marchés réservés**

**Marché réservé :** Non

### **III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ**

#### **III.2.1) Informations relatives à la profession**

#### **III.2.2) Conditions particulières d'exécution**

En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2124-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

En application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution relative à l'insertion par l'activité économique.

#### **III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché**

#### **III.2.4) Marché éligible au MPS**

**La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET :** Non

## **Section IV : Procédure**

### **IV.1) DESCRIPTION**

#### **IV.1.1) Type de procédure**

Procédure concurrentielle avec négociation

#### **IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**

#### **IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue**

#### **IV.1.5) Information sur la négociation**

#### **IV.1.6) Enchère électronique**

**Une enchère électronique sera effectuée :** Non

#### **IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) :** Oui

### **IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**

#### **IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure**

#### **IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :**

**Lundi 19 septembre 2022 - 12:00**

#### **IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**

#### **IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation**

français.

#### **IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en mois** : 6 (à compter de la date limite de réception des offres).

#### **IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres**

### **Section VI : Renseignements complémentaires**

#### **VI.1) RENOUELEMENT**

**Il s'agit d'un marché renouvelable** : Non

#### **VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**

#### **VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

La présente consultation relative au lot 3 est lancée selon la procédure négociée en application de l'article R2124-3-4° du Code de la commande publique, et le présent AAPC constitue le lancement de la phase de sélection des candidats. A l'issue de la phase de sélection des candidatures, le pouvoir adjudicateur envisage de retenir 4 candidats maximum (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures recevables) pour participer à la phase restreinte (phase offres).

Les pièces et informations attendues des candidats, les critères de sélection des candidatures ainsi que l'ensemble des modalités de mise en œuvre de la procédure sont définis dans le règlement de la consultation.

Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

Conditions de remise des candidatures : l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement de la consultation.

Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27.

#### **VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS**

##### **VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Nîmes 16 Avenue Feuchères - CS 88010 , 30941 Nîmes Cedex 9 FRANCE. Tél. +33 466273700. E-mail : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr). Adresse internet : <http://nimes.tribunal-administratif.fr>.

##### **VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation**

##### **VI.4.3) Introduction des recours**

##### **VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Tribunal administratif de Nîmes 16 Avenue Feuchères - CS 88010 , 30941 Nîmes Cedex 9 FRANCE. Tél. +33 466273700. E-mail : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr). Adresse internet : <http://nimes.tribunal-administratif.fr>.

#### **VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

28 juillet 2022